

Une interview de Rakowsky, délégué de l'Ukraine à Gênes

Christian Rakowsky

Source : «Le Petit Parisien», 3 avril 1922, p. 3.

Berlin, 2 avril (de notre envoyé spécial.) M. Christian Rakowski, président du Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine et membre de la délégation de la République socialiste fédérale russe des soviets à la conférence de Gênes, est à Berlin depuis plusieurs jours, attendant, en compagnie de ses collègues, l'instant du départ pour l'Italie. Ainsi qu'à tous ceux qui, depuis 1918 ont assumé devant l'Europe la responsabilité du destin de la Russie et devant la société celle de la réalisation de la doctrine communiste, l'heure lui paraît grave. Comment la Russie ouvrière et paysanne, rongée par la famine, ruinée dans ses industries, travaillée d'idées nouvelles, supportera-t-elle le choc du premier contact pacifique avec l'Occident ?

« Gênes est une équation à plusieurs inconnues », affirme Rakowski, mince, brun, ardent et mesuré, eu arpentant sa chambre d'hôtel. Le français qu'il parle est pur, les pensées qu'il exprime sont claires. Il vient de repousser la table autour de laquelle la conversation se prolongeait depuis plusieurs heures faite de récits de la révolution à Kiev, Kharkov, à Odessa et de commentaires sur l'activité de l'émigration ukrainienne à l'étranger, de réflexions sur la politique russe de la France, et il brosse un tableau caractéristique de la vie intérieure de l'Ukraine.

— Nous avons eu à combattre Dénikine, les Français descendus à Odessa, puis les Polonais qui se sont avancés jusqu'à Kiev et les bandes armées qui brigandaient sur le territoire. Maintenant, l'ordre se rétablit dans le sud de la Russie, et alors que, l'année dernière encore, nous ne pouvions pas circuler sans de sérieuses précautions, cette année j'ai parcouru plus de mille kilomètres de route, seul, en toute sécurité.

Il faut dire que la politique que nous avons suivie dans les affaires paysannes a été pour beaucoup dans le rétablissement de la tranquillité. Au début de la révolution, la masse des campagnards était bolchevique et s'insurgea avec nous contre l'envahisseur étranger. Puis, peu à peu, les paysans enrichis cessèrent de nous appuyer et commencèrent à nous combattre. Ils avaient bien soutenu les bolcheviks qui, en 1918, leur avaient donné la terre, mais ils voulaient chasser les communistes qui, en 1919, les réquisitionnaient ; aussi favorisèrent-ils les entreprises des bandits qui désorganisaient le régime que nous voulions instaurer. Pour vaincre le péril, notre tactique a consisté à nous allier aux paysans pauvres et à les dresser contre les paysans riches.

Nous avons réuni tous ceux qui possédaient peu en comité représentant une force révolutionnaire considérable et qui procédèrent à une révision générale des biens et des propriétés agricoles. Sous leur pression, les fortunes s'égalisèrent, puis, nous remplaçâmes les réquisitions par des impôts. Le banditisme disparut. Aujourd'hui, le travail tend à reprendre son cours ; pendant les mois de janvier et de février, nous avons livré 1 300 000 tonnes de charbon du bassin du Donetz. Pendant l'année 1920-1921, nous avonsensemencé 85 % des terres qui l'étaient en 1916, mais la sécheresse a sévi dans cinq de nos provinces, provoquant la famine que vous connaissez.

L'Ukraine a besoin de l'aide étrangère pour son développement, industriel et agricole. Nous n'allons donc pas à Gênes pour soulever des problèmes politiques et territoriaux, quoique certaines questions telles que le statut de la Galicie orientale, ou la délimitation de la Bessarabie, ou le régime des Détroits nous intéressent directement, nous y allons pour discuter de notre reconstruction économique et de notre reconnaissance.

— *Mais pouvez-vous préciser le rôle du représentant de l'Ukraine dans la délégation des plénipotentiaires soviétiques ?*

M. Rakowski m'explique par le détail la nature de son mandat.

— Notre délégation à Gênes comprend les représentants des principales républiques composant la Fédération des soviets de Russie, elle est l'image synthétique de notre organisation intérieure. Chacun de nous est investi d'un double mandat : le premier donné par la session extraordinaire du Comité central exécutif de Moscou et le second qui est le mandat donné à la délégation russe entière par l'ensemble de toutes les républiques soviétiques alliées. Nous représentons vraiment toute la terre russe et notre politique vis-à-vis de l'Occident, notamment en matière de concessions et de législation économique, est une.

— *Mais ne craignez-vous pas que le sentiment national se développe en Ukraine et que vous ayez dans l'avenir des difficultés à maintenir cette unité ?*

— Nous comptons sur la communauté des intérêts et sur la similitude de l'organisation politique.

— *Mais les paysans qui ne sont pas communistes et qui restent particularistes admettront-ils toujours votre ligne de conduite ? Vous ne pouvez vous passer de leur adhésion ?*

— D'abord, les paysans se rendent compte que, s'ils ont vaincu, c'est grâce à leur union. Nous prévoyons que l'esprit des organisations industrielles qui vont rapidement se développer en Ukraine et en Russie contrebalancera salutairement les tendances petites-bourgeoises du campagnard maintenant satisfait de son sort.

De nouveau, comme animé d'un élan irrésistible et sacré, le débat, revient à Gênes.

M. Christian Rakowski, de même que tous ses collaborateurs, a beaucoup réfléchi, il a essayé de prévoir différentes éventualités. Ses phrases sont douces, mais son esprit audacieux. Il y aura de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace dans le jeu diplomatique de la délégation communiste en Italie.

— *Cependant, quand les experts de toutes les parties iront à la recherche du plus petit commun dénominateur des multiples intérêts en présence, le trouveront-ils, ce dénominateur commun ?*

Rakowski continue à arpenter le tapis, de l'armoire au canapé. Il conclut :

— Le monde pense que la Russie vient à Gênes comme l'ours du poème de [Heine](#) pour tout saccager. C'est faux. Nous nous y rendons en paisibles commerçants. Nous avons fait une place dans notre statut d'État aux capitalistes russes comme aux capitalistes étrangers.

Nous tiendrons les engagements pris. Ce serait tuer l'idée même de la collaboration dont nous cherchons la formule que de ne pas y faire face. Mais, en dernière analyse, notre attitude à la Conférence dépendra de celle des hommes que nous aurons en face de nous. Service pour service. La pacification de l'Europe et sa reconstruction sont impossibles sans la Russie.

Louise Weiss